

DEPARTEMENT des BOUCHES-du-RHÔNE  
Arrondissement d'Aix-en-Provence



COMMUNE DE LAMBESC

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Effectif du Conseil Municipal	29
Conseillers en exercice	29
Qui ont pris part à la délibération	29

SEANCE DU  
17 SEPTEMBRE 2025

Le dix-sept septembre deux mille vingt cinq, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de LAMBESC a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Bernard RAMOND, et à la suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le onze septembre deux mille vingt cinq et ce conformément aux articles L 2121-10, L 2121-12, L 2121-17 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRESENTS** : Bernard RAMOND, Claire BLANC, Jean-Jacques DECORDE, Martine CHABERT, Hubert BACHELARD, Fabienne RAMOND, Jacques GAÏOLI, Dominique PELLEGRIN, Alain ARIA, Joëlle BENAZET, Violette ROMERA, Jocelyne PASTOR, Yvon CASTINEL, Hervé SUGNER, Sylvie PORRY, Karen LECLUSE, Anne-Laure JOLY, Hélène ALLIETTA, François BERGA, Jean-Michel CARRETERO, Valérie FARGIER, Diana PELLETIER (arrivée à la 3<sup>ème</sup> délibération), Philippe BERNARD, Magalie TRAMIER, Dominique MEYER

**REPRESENTES** : Bernard MAYER à Bernard RAMOND, Bruno BRETON à Jacques GAÏOLI, Diana PELLETIER à Jean-Jacques DECORDE, Guy GARCIN à Claire BLANC, Corinne ARCHAMBAULT à Hélène ALLIETTA

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Anne-Laure JOLY

DELIBERATION N° 2025-085	<b>Urbanisme</b>  Incorporation des parcelles AM 173, 136 et 138 dans le domaine privé communal
-----------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le lotissement « La Boissière » a été créé conformément à l'autorisation préfectorale délivrée le 24 septembre 1970. La SARL a ensuite acquis l'ensemble des terrains le 09 mars 1971.

Monsieur PEYROL, géomètre-expert, a établi le 22 mai 1971 un procès-verbal d'arpentage identifiant 26 lots à bâtir ainsi que les parkings et espaces verts cadastrés sous les parcelles AM n°173, 136 et 138.

À la demande des propriétaires du 08 novembre 1977, la commune a organisé une enquête publique du 19 mars au 2 avril 1987 en vue du classement des voiries et espaces verts du lotissement dans le domaine public communal. Sur avis favorable du commissaire enquêteur, le Conseil municipal a décidé ce classement par délibération du 28 avril 1987.

Cependant, l'acte de transfert n'a jamais été publié auprès du service de la publicité foncière d'Aix-en-Provence, de sorte que les parcelles sont restées la propriété de la SARL Constructions Pillin Simottel. Cette société a été dissoute par anticipation à l'unanimité le 23 février 1989 lors de l'assemblée générale des associés, puis liquidée lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 novembre 1994.

Afin de régulariser cette situation, un arrêté municipal n° JUR-2024-018 du 13 décembre 2024 a constaté la vacance de ces parcelles et les a présumées sans maître. La procédure d'incorporation des terrains dans le domaine de la ville prévoit qu'une délibération du Conseil municipal intervienne à l'issue d'un délai de 6 mois suivant les mesures de publicité, si aucun propriétaire ne s'est fait connaître.

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment les articles L.1123-1 à L.1123-4 et R.1123-1 ;

VU le Procès-Verbal de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID) en date du 04 décembre 2024, portant avis favorable au déclenchement de la procédure de Biens vacants et sans maître ;

VU l'arrêté n° JUR-2024-018 du 13 décembre 2024, portant constat de vacance des parcelles cadastrées Section AM n°173, 136 et 138 ;

VU le récépissé du dépôt légal de publication et d'affichage dématérialisé effectué le 18 décembre 2024 ;

VU le retour NPAI par La Poste de la notification recommandée en date du 24 décembre 2024 au dernier propriétaire connu de l'arrêté n° JUR-2024-018 ;

VU le constat d'affichage sur le site du lotissement dressé le 26 décembre 2024 par le Directeur des Services Techniques ;

**CONSIDERANT** que les mesures de publication, d'affichage et de notification susvisées sont satisfaites depuis le 26 décembre 2024 et que le dernier propriétaire connu avait 6 mois pour se faire connaître soit jusqu'au 26 juin 2025 ;

### Après en avoir délibéré LE CONSEIL MUNICIPAL

- **DECIDE** d'incorporer dans le domaine privé communal les parcelles cadastrées Section AM n° 173, 136 et 138
- **CHARGE** Monsieur le Maire de constater cette incorporation par voie d'arrêté
- **PRECISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télérécours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux

**La présente délibération est adoptée à l'unanimité**

**Délibéré à Lambesc les jour, mois et an que dessus.**

**La Secrétaire de Séance**

**Anne-Laure JOLY**



**Le Maire de Lambesc,**

**Bernard RAMOND**